



Commission européenne
REPRÉSENTATION EN FRANCE



EUROPE 2020 ET LA FRANCE : AU-DELÀ DE LA CRISE, PRÉPARER L'AVENIR.

Une vision, des objectifs, une méthode.

A l'invitation de

Anne HOUTMAN,

Chef de la Représentation en France
de la Commission européenne

Noëlle LENOIR,

Présidente de l'Institut de l'Europe d'HEC,
Présidente du Cercle des Européens, ancienne
Ministre

Partenaires :



Partenaires média :





Commission européenne
REPRÉSENTATION EN FRANCE



EUROPE 2020 ET LA FRANCE : AU-DELÀ DE LA CRISE, PRÉPARER L'AVENIR.

Une vision, des objectifs, une méthode.

Vendredi 10 septembre 2010

Au sortir de la crise, comment trouver de nouveaux moteurs de croissance pour redresser l'économie européenne sur le long terme ?

La nouvelle stratégie Europe 2020 entend contribuer à relancer l'économie et préparer le continent aux défis de demain. Si les grandes orientations proposées par la Commission européenne font l'objet d'un consensus (croissance verte, économie numérique, éducation et formation), la méthode et les moyens à mettre en œuvre pour concrétiser ces objectifs restent à préciser.

Après l'adoption formelle de la stratégie par le Conseil européen le 17 juin dernier et, alors que chaque Etat membre travaille à la définition de ses objectifs, des parlementaires européens et français, des dirigeants d'entreprises et d'autres personnalités du monde social et académique débattront des opportunités que présente la stratégie et des conditions de sa réussite en France et en Europe.



Noëlle LENOIR

**Présidente de l'Institut de l'Europe d'HEC,
Présidente du Cercle des Européens, ancienne Ministre**

L'Europe garantit la paix et la démocratie, mais elle est aussi un grand marché générateur de développement économique et d'emplois. Pour les Pères Fondateurs, cette Communauté économique devait permettre de tisser entre les Etats des liens d'autant plus forts qu'ils seraient sous-tendus par des intérêts communs.

La globalisation n'a pas modifié la définition de ces objectifs de la construction européenne et la crise en a accentué l'importance.

Toutefois de nouvelles exigences sont apparues. L'Europe, en tant qu'ensemble régional, est en compétition frontale avec les puissances historiques et les économies émergentes. Le marché des entreprises européennes et leurs lieux mêmes de production sont de plus en plus mondiaux. La stabilité financière des Etats s'impose vis-à-vis des marchés internationaux autant qu'en interne.

Face à cette situation, la question du maintien de l'Europe se pose avant tout en termes économiques. Europe 2020, qui fait suite à la peu convaincante Stratégie de Lisbonne, donne les clés des réformes structurelles à mettre en œuvre par les Etats pour relever le défi : recherche et développement, climat et énergie, éducation et inclusion sociale. Et la Commission européenne semble décidée à jouer le rôle fédérateur qui doit être le sien pour aider, à travers le benchmarking, à concrétiser ces réformes.

Les Européens sont capables avec la volonté politique nécessaire d'atteindre ces objectifs stratégiques. A défaut, l'Europe se délitera.



Anne HOUTMAN

Chef de la Représentation en France de la Commission européenne

Alors que l'économie européenne renoue avec la croissance, la Commission est décidée à jouer tout son rôle pour répondre efficacement aux défis mondiaux et jeter les bases d'une croissance durable.

Dès le début de la crise, l'Union européenne s'est mobilisée pour sauver le système financier et soutenir l'activité. Elle a largement inspiré la «feuille de route» du G20 et poursuit en ce moment même ses efforts pour renforcer la régulation des marchés financiers, sous l'impulsion du Commissaire Michel Barnier.

La stratégie Europe 2020, adoptée en juin dernier par le Conseil européen, vise également à réussir la sortie de crise, tout en se projetant à l'horizon d'une dizaine d'années. Son ambition : bâtir un nouveau modèle économique fondé sur la connaissance, respectueux de l'environnement et assurant la cohésion sociale. C'est en libérant le potentiel de croissance de l'Europe qu'il sera possible de créer davantage d'emplois et d'assurer une meilleure qualité de vie.

Misant sur ses atouts (sa base technologique et industrielle, son marché intérieur, l'euro, une économie sociale de marché qui a fait ses preuves), l'Union s'est fixée des objectifs concrets et chiffrés dans cinq domaines: l'emploi, la recherche et l'innovation, le changement climatique et l'énergie, l'éducation, la lutte contre la pauvreté.

Comme le soulignait le Président Barroso en mars dernier, la réussite de cette stratégie «doit mobiliser l'ensemble des intervenants en Europe». Gouvernements, collectivités locales, opérateurs économiques et société civile sont en première ligne pour atteindre ces objectifs ambitieux.

C'est pourquoi la Commission européenne a pris l'initiative de ce colloque, organisé avec l'Institut de l'Europe d'HEC, et qui se veut une contribution significative au débat entre les différents acteurs impliqués en France dans la mise en œuvre d'Europe 2020.

En effet, c'est en agissant ensemble que nous pourrons faire aboutir cette stratégie et préparer l'avenir de notre continent.

PROGRAMME

A partir de 8h30 : accueil des participants - café - croissants

9h30-9h50

MOT D'ACCUEIL

Jacques **DERMAGNE**

Président du Conseil économique, social et environnemental (CESE)

MESSAGE DE LA COMMISSION EUROPEENNE

Anne **HOUTMAN**,

Chef de la Représentation en France de la Commission européenne

PRÉSENTATION DE LA PROBLEMATIQUE

Noëlle **LENOIR**,

Présidente de l'Institut de l'Europe d'HEC et du Cercle des Européens, ancienne Ministre

9h50-10h10

OUVERTURE

Michel **BARNIER**,

Commissaire européen en charge du Marché intérieur et des Services

10h10-10h25

INTRODUCTION

Elie **COHEN**,

Directeur de recherche au CNRS, Professeur à Sciences Po, membre du Conseil d'analyse économique (CAE)



10h25-12h40

DÉBATS

**1. L'Europe est-elle compétitive ?
(10h25-11h30)**

François DROUIN,
Président Directeur Général d'OSEO

Jean-Paul GAUZÈS,
Député européen (PPE)
Coordinateur des députés PPE à la
Commission des Affaires économiques et
monétaires

Elisabeth GUIGOU,
Députée de Seine-Saint-Denis, ancienne
Ministre

Corinne LEPAGE,
Députée européenne (ADLE), Présidente de
CAP 21, ancienne Ministre

Pierre MONGIN,
Président Directeur Général de la RATP

Augustin de ROMANET,
Directeur Général de la Caisse des Dépôts et
Consignations (CDC)

Jean-François ROUBAUD,
Président de la confédération générale des
petites et moyennes entreprises (CGPME)

**2. Faut-il avoir peur de la
désindustrialisation ? (11h35-12h40)**

Jean-Pierre AUDY,
Député européen (PPE), Président de la
Délégation française au Groupe du Parti
Populaire Européen

Pervenche BERÈS,
Députée européenne (S&D), Présidente de
la Commission de l'Emploi et des affaires
sociales

Charles BEIGBEDER,
Président de Gravitation, Fondateur et
Président de Conseil d'administration de
Poweo

Jean-François DEHECQ,
Président d'honneur et fondateur de Sanofi
Aventis, Président du Comité national des
Etats généraux de l'industrie

Olivier MAREMBAUD,
Conseiller au CESE, Rapporteur de l'avis sur
la politique industrielle

Robert VERRUE,
Directeur Général Emploi, Affaires sociales
et Egalité des chances de la Commission
européenne

Henri WEBER,
Député européen (S&D), ancien Sénateur de la
Seine-Maritime

Modération assurée par Philippe Mabile, La Tribune



12h40-13h00

CONCLUSION

Jacques ATTALI,
Président de A&A, Président de PlaNet Finance,
Président de la Commission pour la libération de la croissance française.

La conférence sera suivie d'un cocktail





Michel BARNIER

Commissaire européen, Ancien Ministre

Michel BARNIER est né en 1951 à Grenoble. Il est diplômé de l'École Supérieure de Commerce de Paris. Il est marié et père de trois enfants.

Élu Député de la Savoie, puis sénateur de 1978 à 1999. C'est pendant cette période qu'il lance avec Jean-Claude KILLY la candidature d'Albertville et de la Savoie pour les XVI^e jeux olympiques d'hiver en 1992 dont il co-présidera l'organisation.

Il a été Ministre de l'Environnement (1993-1995), Ministre des Affaires européennes (1995-1997) et Ministre des Affaires étrangères (2004-2005).

En septembre 1999, il quitte volontairement toutes ses fonctions nationales pour devenir Commissaire européen dans l'équipe de Romano PRODI. Il est chargé de la politique régionale et des fonds structurels mais aussi de la réforme des institutions européennes. A ce titre, il participe aux travaux de la convention européenne et préside le groupe de travail sur la défense européenne pour l'élaboration du Traité constitutionnel.

C'est en mai 2003 qu'il fonde le club Nouvelle République avec un certain nombre de parlementaires pour animer le débat public européen en France.

En 2006, Michel BARNIER est nommé conseiller spécial du Président de la Commission Européenne, José Manuel BARROSO. Il a présenté à ce titre le 9 mai 2006 un rapport proposant la création d'« Une force européenne de protection civile : Europe Aid ».

En février 2006, il a été nommé Vice-président, aux côtés d'Alain MERIEUX, du groupe Mérieux Alliance en charge du développement international.

En juin 2007, après l'élection du Président SARKOZY, il devient Ministre de l'Agriculture et de la Pêche dans le gouvernement de François FILLON.

En juin 2009, il anime la campagne de la Majorité Présidentielle pour les élections européennes et quitte le gouvernement après son élection au Parlement européen.

Michel BARNIER est Vice-président du Parti Populaire européen.

Depuis le 9 février 2010, il est Commissaire européen chargé du marché intérieur et des services.

Il a publié quatre essais politiques («*Vive la politique*» - Stock - 1985 ; «*Vers une mer inconnue*» - Pluriel - 1994 ; «*Notre contrat pour l'alternance*» - Plon - 2001 ; «*Sortir l'Europe des idées reçues*» - Plon - 2005, «*Qui va nourrir le monde : pour une nouvelle révolution agricole*» - Acropole - 2008) et trois atlas géopolitiques («*Atlas des risques majeurs*» - Plon - 1992 ; «*Atlas pour un monde durable*» - Acropole - 2007 ; «*Europe, cartes sur table*» - Acropole - 2008).



Elie COHEN

Directeur de recherche au CNRS, Professeur à Sciences Po, membre du Conseil d'analyse économique (CAE)

Né en 1950 à Meknès (Maroc), diplômé lauréat de Sciences Po Paris (Section Economique et financière - 1972), Docteur en Gestion (Université Paris Dauphine) et titulaire d'une HDR en Science Politique, Elie COHEN a entrepris une double carrière de chercheur et d'enseignant du supérieur. Il est aujourd'hui Directeur de Recherche au CNRS, Professeur à Sciences Po et membre du CAE auprès du Premier Ministre.

Auteur de multiples articles dans des revues scientifiques, Elie Cohen a publié plusieurs ouvrages d'Economie industrielle et de Politiques Publiques. On citera parmi ses derniers ouvrages: *L'Ordre Economique Mondial, Essai sur les Autorités de Régulation* (Paris, Fayard, 2001), *Le Nouvel âge du Capitalisme* (Paris, Fayard, 2005), *Penser la crise* (Paris Fayard 2010)

Membre du Conseil d'Analyse économique auprès du Premier Ministre (1997...) Elie Cohen a récemment publié les rapports suivants :

E.Cohen, Ph.Aghion J.Pisani-Ferry, *Politique Economique et Croissance en Europe*, CAE, La DF Paris 2006

E.Cohen, Ph.Aghion G.Cette J.Pisani-Ferry, *Les leviers de la Croissance française*, CAE, La DF Paris 2007

Elie Cohen est titulaire de la Légion d'honneur, et a reçu plusieurs prix pour ses travaux (Académie Française, Livre d'Economie Européen ...) Il a été consultant pour l'ONU (PNUD), la Commission Européenne et a contribué à nombre de travaux de Commissions du Gouvernement et des Assemblées. Il a été récemment membre de la Commission Rocard-Juppé sur le grand emprunt, membre de la Commission Ailleret sur l'avenir de la Poste et Membre du Comité National des Etats généraux de l'Industrie. Il a été aussi Président du Jury Senior de l'Institut Universitaire de France et membre du Conseil National des Programmes.



Jacques ATTALI

Président de A&A, Président de PlaNet Finance, Président de la Commission pour la libération de la croissance française.

Professeur, écrivain, Conseiller d'Etat honoraire, Conseiller spécial auprès du Président de la République de 1981 à 1991, fondateur et premier Président de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement à Londres de 1991 à 1993, Jacques Attali est maintenant président de A&A, société internationale de conseils, spécialisée dans les nouvelles technologies, basée à Paris, et Président de PlaNet Finance (www.planetfinance.org), Organisation de Solidarité Internationale spécialisée dans le développement de la microfinance. PlaNet Finance est considérée comme la plus importante institution mondiale de soutien à la microfinance. Elle conseille et finance le développement de la microfinance dans 80 pays.

En 1980, il fonde Action Contre la Faim et lance en 1984 le programme européen Eurêka (vaste programme sur les nouvelles technologies qui a donné naissance, entre autres, au MP3). En 1989, il lance un programme international d'action contre les inondations catastrophiques au Bangladesh. Jacques Attali a ensuite conseillé le Secrétaire Général des Nations Unies sur les risques de prolifération nucléaire. Il est à l'origine de la réforme de l'enseignement supérieure d'harmonisation des diplômes européens, dite LMD.

Il a par ailleurs enseigné l'économie théorique à l'Ecole Polytechnique, à l'École des Ponts et Chaussées et à l'Université Paris-Dauphine. Il est docteur honoris causa de plusieurs universités étrangères et membre de l'Académie Universelle des Cultures.



Jean-Pierre AUDY,

Député européen (PPE), Président de la Délégation française au Groupe du Parti Populaire Européen

Député européen (UMP-PPE) depuis juin 2005, membre de la commission du contrôle budgétaire depuis janvier 2007 et membre suppléant de la commission du commerce international et de la commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie du Parlement européen, il est membre du comité départemental de la Corrèze et du conseil national de l'Union pour un mouvement populaire. Depuis le 9 mars 2008, il est Conseiller général du canton de Meymac (Corrèze) et, depuis le 20 mars 2008, Président de la commission du développement économique, de l'agriculture et du tourisme du Conseil général de la Corrèze. Il a été réélu Député européen lors des élections européennes du 7 juin 2009 en étant tête de liste Majorité présidentielle dans l'eurocirconscription Massif central-Centre (régions Auvergne-Centre-Limousin). Depuis février 2010, il est Président de la délégation française du Parti populaire européen (PPE) et membre du bureau du PPE au Parlement européen.



Charles BEIGBEDER,

Président de Gravitation, Fondateur et Président de Conseil d'administration de Poweo

Né en 1964, diplômé de Centrale Paris, Charles Beigbeder a commencé sa carrière en 1990 à la Banque Paribas en tant que banquier d'affaires.

Il a ensuite rejoint Crédit Suisse First Boston à Paris puis MC-BBL Securities à Londres. En 1997, il fonde Self Trade, pionnier du courtage en ligne en France, qu'il dirige jusqu'en 2001.

En 2002, il crée POWEO, fournisseur indépendant d'électricité et de gaz, dont il est aujourd'hui Président. En 2005, il initie la mutation de l'entreprise en opérateur verticalement intégré. POWEO est aujourd'hui engagé dans la production d'électricité d'origine thermique et renouvelable (plus de 500 MW de capacités) et dans la commercialisation d'énergie auprès de plus de 460 000 clients de tous types : particuliers, entreprises, collectivités.

Il est Président de Gravitation, sa holding familiale, qui investit dans les domaines de la croissance verte (AGROGENERATION), de la gestion d'actifs (AUDACIA), de l'Internet (HAPPYTIME). Il travaille actuellement à la création d'un fonds d'investissement dans les technologies vertes.



Pervenche BERÈS,

Députée européenne (S&D), Présidente de la Commission de l'Emploi et des affaires sociales

Diplômée de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, Pervenche Berès est Députée européenne depuis 1994. Elle a travaillé de 1981 à 1988 et de 1993 à 1994 en tant qu'Administratrice de l'Assemblée nationale ; de 1988 à 1992 elle était Chargée de mission, puis conseillère technique chargée des affaires internationales au cabinet de Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale. Pervenche Berès a également été Conseillère municipale à Sèvres de 2001 à 2008.

Pervenche Berès est Présidente de la Commission de l'emploi et des affaires sociales au Parlement depuis 2009. Elle est rapporteur de la Commission spéciale crise du Parlement européen. Avant cela, elle a été Présidente de la Commission des Affaires économiques et monétaires (2004-2009), Présidente de la délégation du Parlement européen et Vice-présidente de la délégation du Parlement européen à la Convention chargée de la rédaction de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Elle a également été membre de la Convention européenne en charge d'élaborer un projet de Constitution européenne de février 2002 à juillet 2003.





Jean-François DEHECQ, Président d'honneur et fondateur de Sanofi-Aventis, Président du Comité national des Etats généraux de l'industrie

Jean-François Dehecq est né le 1er janvier 1940 à Nantes. Diplômé de l'Ecole Nationale des Arts et Métiers, il intègre en 1965 la Société Nationale des Pétroles d'Aquitaine (SNPA, ex Elf Aquitaine) dans laquelle il fera sa carrière.

En 1973, il devient Directeur Général de Sanofi, pôle Santé en création, des Pétroles d'Aquitaine. De 1982 à 1988, il est promu Vice-président Directeur Général de Sanofi avant d'en être nommé Président Directeur Général en Février 1988. En 1999, il devient Président Directeur général de Sanofi Synthelabo.

En 2004, il organise la fusion Sanofi-Aventis, dont il est le Président Directeur général jusqu'au mois de décembre 2006. De novembre 2009 à mars 2010, il est à la tête du Comité National des Etats Généraux de l'Industrie. En juillet 2010, il devient Vice-président de la Conférence Nationale de l'Industrie. La même année, il est décoré du grade de Grand officier de la Légion d'Honneur.



François DROUIN, Président Directeur Général d'OSEO

François Drouin a commencé sa carrière comme ingénieur à la Direction Régionale de Navigation du Nord-Pas-de-Calais. Il a ensuite dirigé l'arrondissement territorial de Valenciennes à la direction départementale de l'équipement du Nord.

Il devient, de 1985 à 1989, Directeur Régional de la Caisse des Dépôts et Consignations et du Crédit Local de France pour la Normandie puis la Bourgogne.

Il sera nommé successivement Président du Directoire de la Société Régionale de financement (Sorefi) des Caisses d'Epargne de Midi-Pyrénées puis de la Caisse d'Epargne de Midi-Pyrénées (1989-2003).

Il a ensuite présidé le Directoire du Crédit Foncier de France, de 2003 à 2007.

Depuis 2007, il est Président Directeur Général d'OSEO.

M. Drouin a par ailleurs été Président du Centre Universitaire Jean-François Champollion de 2001 à 2004, et Vice-président de l'Institut Catholique de Toulouse de 1994 à 2004, ainsi qu'administrateur de l'Université de Paris-Dauphine de 2003 à 2009.



Jean-Paul GAUZÈS, Député européen (PPE) Coordinateur des députés PPE à la Commission des Affaires économiques et monétaires

Né en 1947, Jean-Paul Gauzès est Député du groupe PPE au Parlement européen depuis 2004.

Il est membre de la commission Affaires économiques et monétaires depuis 2004, de la commission Agriculture et développement rural depuis 2009 et de la commission temporaire sur la crise financière depuis 2009. Il a également été, entre 2004 et 2009, membre de la commission Affaires juridiques.

Jean-Paul Gauzès est Coordinateur des députés du PPE à la commission Affaires économiques et monétaires.

Il a été rapporteur sur la Directive services de paiement et sur le Règlement relatif aux agences de notation de crédit et est actuellement en charge du rapport sur la Directive relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs.

Maire de Sainte Agathe d'Alhiermont (Seine-Maritime) depuis 1983, il est Président de la Communauté de Communes de Londinières depuis 2008 et a été Conseiller régional de Haute-Normandie de 1993 à mars 2010.

De 1998 à 2007, il a été membre du Comité Exécutif et Directeur Juridique et Fiscal d'une banque.



Elisabeth GUIGOU, Députée de Seine-Saint-Denis, ancienne Ministre

Elisabeth Guigou est députée de la 9^{ème} circonscription de la Seine Saint Denis, Secrétaire nationale du PS chargée de la réforme de l'Etat et des collectivités territoriales..

Elle née à Marrakech. Sortie de l'ENA en 1974, elle occupe ensuite plusieurs fonctions notamment au sein de la Division du Trésor. En 1982 elle rejoint le cabinet de Jacques Delors, alors Ministre de l'Économie et des finances. Entre 1985 et 1988, elle est Conseillère technique au Secrétariat général de l'Élysée. De 1985 à 1990, elle est Secrétaire générale du Comité interministériel pour les questions économiques de coopération européenne (SGCI). De 1990 à 1993, elle devient Ministre déléguée aux Affaires européennes et joue un

rôle important dans la rédaction, la mise en place et la ratification du traité de Maastricht. En 1994, elle fait la campagne des européennes, où elle est élue au Parlement européen. Au même moment en 1994, elle crée l'association «Europartenaïres» qu'elle co-préside aujourd'hui avec Jean-Noël Jeannenay. En juin 1997, elle est élue Députée dans le Vaucluse, et immédiatement après nommée Garde des Sceaux puis, en 2000, Ministre des Affaires sociales dans le Gouvernement de Lionel Jospin.

Depuis juin 2002, elle est Députée de la Seine-Saint-Denis. A l'Assemblée nationale, elle a été Vice-présidente de la Commission des Affaires étrangères, Présidente de la Mission d'information sur la Syrie, ainsi que co-rapporteur de la Mission d'information sur les paradis fiscaux et de la Mission d'information sur la réforme de la gouvernance de la politique extérieure de l'Union européenne.

Anne HOUTMAN, Chef de la Représentation en France de la Commission européenne



Madame Anne Houtman a été nommée Chef de la Représentation en France de la Commission européenne le 1^{er} septembre 2010.

Depuis août 2006, elle était Directeur en charge du Marché Intérieur et développement Durable à la Direction Générale de l'Energie et des Transports, pour ensuite devenir Directeur des Affaires Générales à la DG de l'Energie. De décembre 2004 à juillet 2006, Madame Houtman occupait le poste de Directeur de l'« Elaboration des politiques horizontales » à la DG Marché Intérieur et Services de la Commission européenne.

De septembre 1999 à novembre 2004, Madame Houtman était Membre, puis Chef de Cabinet Adjoint du Président Romano Prodi. Licenciée en Sciences Mathématiques de l'Université Catholique de Louvain, elle a obtenu un Ph.D. en statistiques à l'université de Princeton (USA). Elle a enseigné deux ans au Polytechnic Institute de New York avant de passer un an comme chercheur au CORE (Center for Operation Research and Econometrics, UCL). Elle a ensuite dirigé le service chargé des Statistiques, du contrôle de la qualité des données, des enquêtes et études de marché chez A.C. Nielsen Belgium, Marketing Research. Après un bref passage à l'Office statistique des Communautés européennes, elle a travaillé de 1987 à 1999 à la DG concurrence de la Commission européenne. Elle a quitté ce service où elle occupait le poste de Chef de l'unité «Politique des aides d'Etat» pour rejoindre le cabinet du Président Prodi.

Noëlle LENOIR, Présidente de l'Institut de l'Europe d'HEC, Présidente du Cercle des Européens, ancienne Ministre



Juriste et Sciences Po de formation, aujourd'hui avocate et Conseiller d'Etat, Noëlle Lenoir a d'abord intégré le Sénat comme Administrateur. Elle devient directeur de la réglementation de la CNIL en 1982 avant d'être nommée au Conseil d'Etat en 1984. De 1988 à 1990, elle est directeur de cabinet de Pierre Arpaillange, ministre de la Justice. C'est ensuite vers la bioéthique qu'elle se tourne. Chargée de mission pour le droit de la bioéthique auprès de Michel Rocard, Premier Ministre, elle remet en 1991 un rapport «Aux frontières de la Vie», qui servira de base à la loi de bioéthique de 1994. Elle

préside ensuite le Comité International de Bioéthique (CIB) de l'UNESCO (1991-1998) et le Groupe Européen d'Ethique (GEE) auprès de la Commission européenne (1994-2001). En 1992, elle est la première femme nommée membre du Conseil constitutionnel. A l'issue de son mandat, elle est nommée en 2002 Ministre déléguée aux Affaires européennes du gouvernement Raffarin. Elle devient avocate en 2004 et dirige aujourd'hui le pôle droit européen (droit public des affaires et droit de la concurrence) au sein du cabinet Jeantet et Associés. Elle est administrateur de Valeo et de Generali France. Professeure affiliée à HEC, Noëlle Lenoir préside l'Institut de l'Europe de cette Grande école. Elle est également présidente fondatrice du Cercle des Européens, un think tank engagé en faveur de l'intégration européenne. Elle tient une chronique hebdomadaire sur l'Europe à BFM Radio et anime le blog «Europe mon beau souci» sur le site de L'Express.



Corinne LEPAGE, Députée européenne (ADLE), Présidente de CAP 21, ancienne Ministre

Corinne Lepage est une femme politique française issue de la société civile, avocate, militante associative, Présidente du CRIIGEN, et membre du conseil d'administration de Transparency International France. Ministre de l'environnement de 1995 à 1997, elle fonde un club de réflexion en 1996, CAP 21, qui se transforme par la suite en parti politique.

Elle est élue au Parlement Européen en juin 2009 où elle siège au sein du groupe ADLE. Elle devient première Vice-présidente de la commission environnement, santé publique et sécurité alimentaire et est membre suppléante de la commission Industrie Recherche et Energie. En décembre 2009, elle fait partie de la délégation officielle des 15 membres du Parlement Européen qui vont à Copenhague dans le cadre de la COP 15. Son expérience sur les problématiques maritimes l'a conduite à créer l'intergroupe «Mers et zones côtières» au Parlement Européen. Elle préside cet intergroupe depuis janvier 2010.

Elle est l'auteur entre autres de *Vivre autrement* (2009), *Sans le nucléaire on s'éclairerait à la bougie et autres tartes à la crème du discours technoscientifique* (2010).



Olivier MAREMBAUD, Conseiller au CESE, Rapporteur de l'avis sur la politique industrielle

Olivier Marembaud est membre du Conseil Economique, Social et Environnemental où il représente les entreprises publiques. Au sein de la section des activités productives de ce Conseil, il a été le rapporteur d'un avis intitulé « Une politique industrielle dans un monde en plein bouleversement » qui a été adopté au début de l'année 2010.

Membre du Comité Exécutif de la SNCF pendant 10 ans, Olivier Marembaud a notamment exercé la responsabilité de Directeur général de la branche fret de la SNCF (2006-2008). Auparavant, il avait été Président Directeur Général du groupe de tourisme Frantour (1997-1999), puis de Keolis, un des leaders européens du transport public (2000-2005). Dans la première partie de sa carrière, il a occupé au sein de la SNCF des responsabilités opérationnelles et de DRH.

Il est également administrateur de plusieurs sociétés et professeur associé au CNAM.



Pierre MONGIN, Président Directeur Général de la RATP

Pierre Mongin est né le 9 août 1954 à Marseille et père de trois enfants.

Il a fait l'essentiel de sa carrière dans l'administration préfectorale et les cabinets ministériels.

En tant que sous-préfet, il a exercé 3 mandats de 1980 à 1984 dans les départements de l'Ain, de l'Ariège et des Yvelines et a rejoint en 1984 le Ministère de l'Intérieur comme Conseiller technique pour la Police Nationale.

En 1986, il devient Conseiller du Ministre de l'Intérieur pour les collectivités locales et Directeur de Cabinet du Ministre délégué pour les collectivités locales.

En 1993, il rejoint en 1993 le Cabinet de M. Edouard Balladur comme Chef de Cabinet du Premier Ministre et Conseiller pour les DOM TOM. Il est nommé Préfet en avril 1993 et a exercé ensuite dans deux départements de 1995 à 1999. Il devient Préfet de la Région Auvergne et Préfet du Puy de Dôme de 2002 à 2004. Il est nommé Directeur de Cabinet du Ministre de l'Intérieur en 2004, puis Directeur de Cabinet du Premier Ministre Dominique De Villepin en 2005. Il quitte Matignon pour rejoindre la RATP en juillet 2006.



Augustin de ROMANET

Directeur Général de la Caisse des Dépôts et Consignations

Augustin de Romanet est né le 2 avril 1961 à Boulogne-Billancourt. A la sortie de l'ENA en 1986, il intègre le ministère de l'Economie et des Finances à la direction du Budget. Après un passage à la représentation permanente de la France à Bruxelles en 1990, il réintègre la direction du Budget en 1993. De 1995 à 1997, il est nommé conseiller budgétaire d'Alain Lamassoure, Ministre délégué au Budget, et chargé de mission auprès de Jean Arthuis, Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan. En 1997, il réintègre la direction du Budget.

En 2002, il prend les fonctions de directeur du cabinet d'Alain Lambert, Ministre délégué au Budget et à la Réforme budgétaire, et directeur adjoint du cabinet de Francis Mer, Ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie. En 2004, il est directeur du cabinet de Jean-Louis Borloo, Ministre de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale, puis directeur adjoint du cabinet du Premier Ministre Jean-Pierre Raffarin. En 2005, il est nommé Secrétaire général adjoint à la Présidence de la République. En octobre 2006, il est nommé directeur adjoint finances et stratégie et membre du comité exécutif du Groupe Crédit Agricole S.A. Depuis le 7 mars 2007, il est Directeur Général de la Caisse des dépôts et consignations.



Jean-François ROUBAUD,

Président de la Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises (CGPME)

Jean-François Roubaud a été élu pour la première fois à la présidence de la Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises (CGPME) en octobre 2002. Il a ensuite été réélu à deux reprises : en janvier 2005 puis en janvier 2010. Entré à la CGPME en tant que membre du Comité Directeur en 1994, il a par la suite occupé les fonctions de Vice-Président Confédéral en charge des Affaires économiques et fiscales (2000-2002) et de Vice-Président délégué (mai 2002-octobre 2002). Jean-François Roubaud a par ailleurs été Président de la Fédération Française du Bâtiment entre 2002 et 2005. Parallèlement à ses activités à la tête de la CGPME, il occupe aujourd'hui plusieurs mandats. Il est Membre du Comité d'orientation de France Investissement, Président du Conseil de Surveillance d'OSEO Financement, Censeur du Conseil d'Administration d'OSEO, Membre du Conseil Economique et Social, Administrateur d'Ubifrance, Vice-Président de l'UEAPME et Membre du Comité d'Orientation du Fonds Stratégique d'Investissement. Jean-François Roubaud est Chevalier de la Légion d'Honneur et Officier de l'Ordre National du Mérite.



Robert VERRUE,
Directeur Général Emploi, Affaires sociales et Egalité des chances de la Commission européenne

Robert Verrue est actuellement à la tête de la Direction Générale «Emploi, Affaires sociales et Egalité des chances» de la Commission européenne à Bruxelles, après avoir été Directeur Général à la DG «Fiscalité et Union douanière» et à la DG «Société de l'Information» de la Commission. Economiste de formation, diplômé de l'INSEAD de Fontainebleau, du Collège de l'Europe de Bruges et de l'Ecole Supérieure de Commerce et d'Administration des Entreprises de Lille, il a aussi travaillé dans d'autres services de la Commission, tels que les affaires extérieures, où il s'occupait des pays d'Europe centrale et orientale et de la Communauté des Etats indépendants, les affaires industrielles et le marché intérieur, ainsi que la politique monétaire et les affaires financières et économiques.



Henri WEBER,
Député européen (S&D), ancien Sénateur de la Seine-Maritime

Henri Weber est né le 23 juin 1944 à Leninabad (Russie). Docteur en Philosophie et en Sciences politiques, il a enseigné à l'Université de Paris VIII de 1969 à 1995. Il a cofondé, en 1968, la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR).

Entré au Parti socialiste en 1986, Henri Weber a été Conseiller au cabinet de Laurent Fabius, Président de l'Assemblée nationale de 1988 à 1991, puis conseiller aux cabinets de Martin Malvy en 1992, et de Louis Mermaz en 1993, tous deux ministres. Au sein du parti, il a été Secrétaire National de 1993 à 2008, chargé successivement de l'Education nationale (1993 à 1995), de la Formation (1995 à 2003), de la Culture et des Médias (1998 à 2003) et à nouveau de la Formation de novembre 2005 à 2008.

Henri Weber a été élu au Parlement européen en juin 2004 (Circonscription Nord-Ouest). Il est réélu au Parlement européen en juin 2009 dans la circonscription Centre-Limousin-Auvergne. Il a été élu Vice-président de la Délégation interparlementaire UE/Chine en janvier 2007 et a été confirmé Vice-président de la Délégation pour les relations avec la République populaire de Chine pour cette législature.



Commission européenne

REPRÉSENTATION EN FRANCE

La Commission européenne dispose d'une Représentation dans la capitale de chacun des 27 Etats membres de l'Union européenne, parfois renforcée d'une Représentation régionale (comme c'est le cas pour la France à Marseille).

La Représentation informe les citoyens, les médias, les décideurs politiques et toutes les parties prenantes intéressées sur les politiques communautaires et elle alerte le siège de la Commission européenne à Bruxelles sur l'état du débat européen en France.

La Représentation, en particulier :

- **Informe la Commission européenne** sur les principaux développements politiques, économiques et sociaux dans le pays et analyse leur impact sur les politiques communautaires;
- **Joue le rôle d'intermédiaire avec les médias français les informant sur l'actualité et les politiques européennes.** Le service de presse suit la couverture médiatique des dossiers européens et propose des sessions de formation aux questions européennes pour les journalistes français.
- **Informe les parties prenantes intéressées** (décideurs politiques, milieu économique, société civile, etc.) des actions et propositions de la Commission.
- **Communique en direction des citoyens. La Représentation organise des événements à destination du grand public, et participe** à des séminaires et colloques. Elle coordonne les 54 Centres d'information Europe Direct, le réseau de conférenciers Team Europe et les Centres de documentation européenne. La Représentation organise également tout au long de l'année des visites des institutions européennes à Bruxelles pour certains publics cibles (étudiants, élus locaux, etc.). L'information sur l'Europe passe aussi par la publication d'une lettre d'information «L'Europe en France».
- **Prépare les visites en France des Commissaires européens (150 par an environ) et assure** le suivi de leurs rencontres avec les autorités françaises



Pour plus d'informations sur nos activités, consulter notre site internet :

<http://ec.europa.eu/france>

Représentation en France de la Commission européenne

288 Boulevard Saint-Germain, 75007 PARIS

Téléphone : +33 / (0)1 40 63 38 00 / Fax : +33 / (0)1 45 56 94 17/18/19

Email : comm-rep-par@ec.europa.eu



L'Institut de l'Europe d'HEC

Créé en 2004 à l'initiative de Noëlle Lenoir, ancienne Ministre française des Affaires européennes et de Bertrand Moingeon, Professeur et Directeur Délégué de *HEC Executive Education*, L'Institut de l'Europe d'HEC a pour vocation de devenir un centre d'excellence des affaires européennes et se veut un forum sur les enjeux socio-économiques, politiques et managériaux de l'Europe du 21^{ème} siècle.

S'appuyant sur l'expertise et le leadership européen d'HEC sur le marché des *business schools*, L'Institut organise des programmes de formation pluridisciplinaires et innovants sur l'Europe, spécifiquement développés pour les dirigeants d'entreprises et les responsables politiques.

L'Institut est également un lieu de dialogue et de réflexion, ouvert aux décideurs politiques, responsables d'entreprises et experts du monde académique européens et internationaux. Il organise de grandes conférences-débats autour de personnalités de premier plan, reconnues pour leur contribution au développement de l'Europe, tels que José Manuel Barroso, Valéry Giscard d'Estaing, Romano Prodi, Michel Barnier ou encore Joaquín Almunia.

L'Institut entend enfin jouer un rôle de force de proposition afin d'apporter sa contribution au débat européen. Il a pour cela mis en place un séminaire de réflexion stratégique, le *HEC Europe Symposium*, autour d'un groupe restreint de très hautes personnalités du monde politique, économique et social chargés de réfléchir aux évolutions de notre continent et dégager les priorités à mettre en œuvre par l'Union européenne.

Institut de l'Europe d'HEC

6-14 avenue de la Porte de Champerret
75017 Paris
Tel. 01 44 09 34 89
Email : cochrane@hec.fr
Site Internet <http://www.hec.fr/Institut-de-l-Europe>





LE CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

Créé en 1925, à l'initiative de Léon Jouhaux, le Conseil Economique, Social et Environnemental est la troisième assemblée constitutionnelle. Indépendante, elle a pour but de conseiller le gouvernement et les parlementaires. Elle a une mission consultative.

Comme le dit le Président Dermagne le Conseil est l'assemblée du « premier mot » : « elle apporte le premier mot de l'expérience du terrain, le premier mot du quotidien vécu par des acteurs de terrain, des chefs d'entreprise, des salariés, des syndicalistes ou des militants associatifs ».

Le Conseil représente la société civile et l'ensemble des acteurs économiques et sociaux. La logique est d'essayer de créer du consensus entre ces personnes aux intérêts différents. Le « moteur » du Conseil est donc le dialogue et le respect de l'autre. Devenu le Conseil économique, social et environnemental, lors de la dernière révision constitutionnelle, il pourra bientôt être saisi non seulement par le Premier ministre et par auto saisine, mais aussi par le Président de l'Assemblée nationale, celui du Sénat et par pétition populaire.

Pour mieux prendre en compte l'évolution de la société et les grandes problématiques contemporaines, le Parlement a arrêté dans la loi organique du 28 juin 2010, les grandes lignes de la réforme de l'Institution et de nouveaux groupes seront très bientôt présents au Conseil : associations et fondations agissant dans le domaine de l'environnement et du développement durable ; jeunes et étudiants notamment.

Plus d'informations : <http://www.conseil-economique-et-social.fr/>



LE CERCLE DES EUROPÉENS

Créé en 2004 par Noëlle Lenoir, ancienne Ministre des Affaires européennes, le Cercle des Européens a pour but de promouvoir les débats et la réflexion sur l'Europe en réunissant dirigeants d'entreprises, responsables politiques et administratifs, ambassadeurs, représentants d'institutions européennes ainsi que personnalités du monde académique et social autour des thèmes fondamentaux de la construction européenne.

Ce public de décideurs, venus d'horizons différents, échange librement sur les grands thèmes de l'actualité européenne lors de rencontres débats organisées autour d'acteurs politiques, économiques ou sociaux majeurs de la scène européenne ou internationale. Le Cercle des Européens marque également son engagement en publiant des études sur des sujets de fond liés aux compétences de l'Union européenne. Il va ainsi publier prochainement une étude assortie de propositions sur la fiscalité des entreprises opérant dans le marché européen. Le Cercle mène ses activités en partenariat notamment avec HEC en organisant des Symposia et des Rencontres avec la participation de dirigeants politiques et économiques européens.

Le site Internet du Cercle des Européens rend compte de ses principales activités et de l'actualité européenne. Il est surtout enrichi grâce à une série régulière d'interviews de personnalités politiques, économiques et sociales. Ses reportages vidéo sont réalisés en partenariat avec Fenêtre sur l'Europe.

Plus d'informations : <http://www.europeens.org/>



FENÊTRE SUR L'EUROPE

Fenêtre sur l'Europe est une association à but non lucratif. Elle a pour objectif de contribuer à informer sur l'Europe, un maximum de citoyens. Fenetreeurope.com est un portail d'information multimédia sur l'actualité européenne.

Plus d'informations : <http://www.fenetreeurope.com/>





www.conference-europe2020.eu

